

ARRETE N°.....

Portant institution et fonctionnement de la commission de réception des candidatures pour l'élection des Hauts conseillers du 04 septembre 2022.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

- Vu la Constitution ;
- Vu le Code électoral ;
- Vu le décret n° 2020-790 du 19 mars 2020 portant organisation du Ministère de l'Intérieur modifié par le décret n° 2020-2393 du 30 décembre 2020 ;
- Vu le décret n° 2020-2100 du 1^{er} novembre 2020 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la république, le secrétariat général du Gouvernement et les ministères ;
- Vu le décret n° 2020-2196 du 11 novembre 2020 relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;
- Vu le décret n° 2022-1172 du 26 mai 2022 fixant la composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2022-1417 du 20 juillet 2022 fixant la date du scrutin pour le renouvellement du mandat des Hauts conseillers à élire au scrutin majoritaire départemental ;
- Vu le décret n° 2022-1418 du 20 juillet 2022 portant convocation du collège électoral pour le renouvellement du mandat des Hauts conseillers à élire au scrutin majoritaire départemental,

ARRETE :

Article premier.- Il est institué, au niveau du Ministère de l'Intérieur, une commission chargée de la réception des dossiers de déclaration de candidatures et des notifications des noms de coalition de partis politiques légalement constitués ou d'entité regroupant des personnes indépendantes pour l'élection des Hauts conseillers du 04 septembre 2022.

Article 2.- La commission de réception des dossiers de déclaration de candidatures est composée de :

Président : Abdoul Aziz SARR, Directeur des Opérations électorales ;

Membres : Biram SENE Directeur de la Formation et de la Communication ;

Cheikh Alioune NDIAYE ;

Mamadou Bocar NIANE ;

Alioune THIAM ;

Saloum DIENG ;

Aliou DIALLO ;

Daouda THIAM ;

Fatoumata THIELLO.

La Commission Electorale Nationale Autonome (C.E.N.A) est représentée au sein de cette commission.

Pour les besoins du fonctionnement de la commission, le Président peut s'adjoindre tout autre agent du Ministère de l'Intérieur dont le concours est jugé nécessaire.

Article 3.- Cette commission est chargée :

- de l'enregistrement de la notification de nom de coalition de partis politiques légalement constitués ou d'entité regroupant des personnes indépendantes ;
- de la réception matérielle et de la vérification de l'intégralité des listes d'élus du département parrainant les candidatures des partis politiques, des coalitions de partis politiques et des entités regroupant des personnes indépendantes ;
- de la réception matérielle des dossiers de déclaration de candidatures ;
- de l'étude pour la recevabilité juridique des dossiers de candidatures déposés ;
- des modifications légales à apporter sur les dossiers de candidatures, en relation avec le mandataire ;
- de la préparation de l'arrêté portant publication des candidatures déclarées recevables.

Article 4.- La commission siège à la salle de conférence de la Direction Générale des Elections, sise au bâtiment A, 4^e étage à l'ex Cité Police, Rue 6 X avenue Malick Sy à Dakar. Elle siège à partir du 04 août 2022 et fonctionne aux heures de travail de l'administration.

Le dépôt des dossiers de candidature est ouvert pour la période du 09 août 2022 au 14 août 2022 à minuit.

Les dossiers sont immédiatement réceptionnés suivant l'ordre d'arrivée dûment mentionné dans le registre prévu à cet effet et conformément aux dispositions de l'article L.211 du code électoral.

Une permanence est assurée jusqu'à minuit le 08 août 2022, pour les besoins de l'enregistrement des notifications de nom des coalitions de partis politiques légalement constitués ainsi que des entités regroupant des personnes indépendantes et le dépôt de la liste de 5% des élus du département soutenant la candidature. Ces deux formalités sont effectuées au plus tard la veille du jour choisi pour le dépôt des dossiers de déclaration de candidature.

La commission délivre, sous le contrôle de la C.E.N.A, les récépissés de dépôt de même que les différentes notifications adressées aux mandataires, le cas échéant. Le récépissé et l'acte de notification sont conjointement signés par le Président de la commission, le mandataire et visés par la C.E.N.A. en cas de refus de signature, mention y est portée. Dans tous les cas, copie est tenue à la disposition de chaque partie.

Article 5.- Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Dakar le

Antoine Félix Abdoulaye DIOME



Ampliations

- PR
- SGG
- Conseil Constitutionnel
- CENA
- MINT/DGAT
- MINT/DGE
- MINT/DAF